

Service communautaire présence et solidarité

Multinationales responsables : un enjeu de taille pour nos Eglises et notre pays

Un engagement clair des Eglises sur une question politique est-il légitime ?

L'Église évangélique réformée du canton de Vaud, plusieurs paroisses de la région Riviera – Pays-d'Enhaut ainsi que notre Conseil ont choisi de soutenir l'initiative : « Pour des multinationales responsables ». Force est de constater que parler de politique en Église est éminemment sensible.

Selon le théologien André Gounelle, on rencontre au moins trois positions :

- 1) Il est dans l'ordre des choses et même souhaitable que les Églises, faisant partie intégrante de la société, puissent proposer un avis dans les débats.
- 2) Par principe les Églises doivent s'abstenir de tout commentaire, leur mission étant de l'ordre spirituel.
- 3) Les Églises sont, à priori, politiquement neutres, mais parfois devant des situations particulières, il est de leur devoir de sortir de leur réserve et d'oser prendre position. Dans le passé, nous pouvons nous rappeler la voix de nombreux prophètes qui ont été envoyés auprès des dirigeants de leur temps pour les interpeller, l'action de certaines Églises allemandes durant la deuxième guerre mondiale, l'engagement du pasteur Martin Luther King, diverses interventions du Pape François, etc.

C'est en accord avec cette dernière posture que le groupe de délégués Terre Nouvelle régional a réalisé un culte de sensibilisation sur ce sujet, célébré dans la majorité des paroisses de la Riviera - Pays-d'Enhaut.

Bien sûr, l'avis donné par une Église n'est pas une consigne de vote, mais un encouragement à prendre ses décisions en conscience et à s'engager pour promouvoir des valeurs éthiques conformes à l'esprit de l'Évangile.

De quoi parle-t-on dans cette initiative ?

Aujourd'hui sans réglementation contraignante, certaines multinationales basées en Suisse violent les droits humains et ignorent les standards environnementaux, dans leurs activités à l'étranger ! Ainsi par exemple, Glencore, accusée de polluer des champs au Congo et Syngenta de vendre des pesticides toxiques interdits depuis longtemps chez nous.

Ce que l'initiative demande est une évidence : lorsqu'une multinationale pollue l'eau potable, détruit des pans entiers de terres ou exploite la vie humaine, elle doit être tenue responsable et répondre de ses actes, comme c'est le cas en Suisse.

Le lobbying qui protège les intérêts de multinationales irresponsables, a fait pression sur les membres du conseil National et des États, qui ont opposé un contre-projet à l'initiative qui n'établit aucune règle pour limiter la violation des droits humains et de l'environnement, seul un rapport annuel sur leurs activités à l'étranger est demandé.

Une question qui va bien au-delà des clivages gauche – droite

Fait assez rare dans notre démocratie directe, des voix de tous bords s'élèvent pour défendre l'initiative : 130 organisations non gouvernementales, se sont mobilisées parmi lesquelles un comité d'entrepreneurs de 250 dirigeants d'entreprise,

600 paroisses catholiques et réformées, 450 comités locaux et un comité bourgeois de plus de 300 représentants politiques PVL, PDC, PBD, PLR, UDC, PEV et UDF.

Le 29 novembre prochain, les Suisses devront dire quelles valeurs ils souhaitent promouvoir dans le monde d'aujourd'hui. Les Églises rappellent l'importance que revêtent pour les chrétiens, le respect de la dignité humaine, la conservation de la création et la solidarité avec ceux qui subissent les conséquences des pratiques irresponsables de certaines multinationales. Elles encouragent chacun de faire un choix en connaissance de cause !

Informations sur <https://www.eglisespourmultinationalesresponsables.ch/>

Signature Magali Borgeaud

Réformés-novembre 2020